

200 000 contrôles de police pour l'ouverture des JO

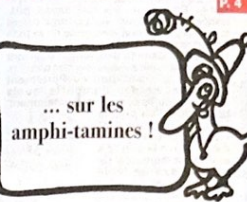
Abus sexuels : pour indemniser, l'Eglise ne se casse par le tronc



Il compare le président de l'université de Lille à Eichmann
Mélenchon a forcé...

Le Canard enchaîné

Journal satirique paraissant le mercredi



108^e ANNÉE - N° 5398 - mercredi 24 avril 2024 - 1,80 € D.O.M. 2,20 € - Suisse 2,70 € - Belgique / Luxembourg 2,6 € - Grèce 2,10 € - Espagne / Port. Cost. 2,10 € - Italie 2,10 € - Tunisie 6,5 DT - Maroc 25 MAD - Afrique CFA 1400 CFA - Allemagne 2,80 € - Canada 3,95 \$ - GB 3 £

Macron en campagne européenne à la Sorbonne : "On est largués, ce n'est pas une fac news !"

LE PRÉSIDENT RAPPELE LES ENJEUX



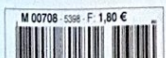
Le zéro pointé de Christophe Béchu

L'AMBITION était belle : la loi Climat et Résilience, votée en 2021, prévoyait de diviser par deux l'artificialisation des sols d'ici à 2030 et de la stopper complètement d'ici à 2050, afin de sauvegarder les espaces naturels et agricoles. Trois ans plus tard, les exceptions à ces beaux principes s'accumulent, et la promesse du zéro artificialisation nette prend des airs de vieux tapis moisi.

La loi avait déjà exclu tous les projets d'aménagement « d'envergure nationale et européenne », à condition qu'ils ne dépassent pas au total un plafond de 12 500 ha. Ce forfait est en train de sauter. Une première vague de 167 chantiers, validée début avril par le gouvernement, vient d'en boucler d'un seul coup 1 900 ha. Elle comprend pêle-mêle la très contestée autoroute A69 Toulouse-Castres, les réacteurs EPR2 voulus par Macron, la future route Centre-Europe Atlantique, des sites de stockage de déchets dangereux, des usines géantes, etc.

A nos lecteurs

LES DEUX premiers numéros de mai, fériés, vont décaler la sortie des deux prochains numéros du « Canard ». L'hebdomadaire satirique paraissant le mercredi paraîtra donc exceptionnellement le mardi 30 avril puis le mardi 7 mai. Il sera disponible la veille au soir à 21 heures pour nos abonnés numériques. Dans tous les cas : un jour d'avance pour agrémenter de saines lectures les week-ends prolongés ! Merci pour votre fidélité.



SORBONNE À TOUT FAIRE

« UNE BOUFFÉE d'oxygène », rien de moins. C'est ainsi que l'opiniâtre Valérie Hayer, tête de liste macroniste sans liste, puisque celle-ci n'est pas encore constituée, qualifie l'intervention électorale européenne de Macron à la Sorbonne ce jeudi. Au-delà de toute flagornerie, la métaphore est appropriée, tant la campagne de la majorité, à peine lancée, paraît déjà essoufflée.

Avec un retard de sa liste estimé entre 14 et 16 points sur celle de Bardella, qui fait la course en tête, et Glucksmann qui ne cesse de remonter, la campagne majoritaire a effectivement besoin d'un bol d'air. Et d'être aussi survitaminée, faute de quoi la liste Hayer risque de continuer à courir tout droit vers la troisième place plutôt que vers la première.

Macron va donc devoir trouver mieux que les autocongratulations autour de son premier discours de la Sorbonne sur son projet européen du 26 septembre 2017, estampillé « histoire » par ses soins. Or c'est bien à cet auto-satisfait appuyé que s'annonce en grande partie consacré le discours pour l'Europe version 2 de ce jeudi, pas loin de sept ans plus tard, dans le même format et dans les mêmes lieux.

Solennité et grand jeu, car, pour Macron, sauf si, pour cause de censure, une dissolution de la part venait à provoquer des législatives anticipées, la campagne électorale pour le scrutin européen de juin sera la dernière d'envergure de son second quinquennat. Et, en dépit ou à cause de la bérézina annoncée, il n'entend pas s'abstenir de faire reluire ce qu'il fait appeler par son ministre délégué à l'E-

LE DRIAN LA TÊTE D'UN COMITÉ DE SOUTIEN À VALÉRIE HAYER



Cannibales perdus

négan Jr., qui s'était porté volontaire au dernier moment pour « piloter un monomoteur » en mission de reconnaissance au-dessus de la Papouasie-Nouvelle-Guinée.

« Il a été abattu dans une zone où il y avait beaucoup de cannibales en Nouvelle-Guinée à l'époque », et « son corps

n'a jamais été retrouvé... Ceci expliquant-il cela ? Et Biden, d'instinct mordu ? Le gouvernement y est retourné, et il ont trouvé des pièces de l'avion et d'autres choses du même genre...

Seul os, si l'on ose dire : l'agence US chargée des POW (les « prisoners of war », ou prisonniers de guerre) et des soldats MIA (missing in action), ou disparus au combat assure que l'avion piloté par Ambrose Finnegan se serait « écrasé en mer » au large de la Nouvelle-Guinée, trois corps éparpillés, été repêchés, tandis qu'un seul passager a survécu.

Un dérapage de plus de Biden ? Certes, des pratiques anthropophages ont jadis été observées dans certaines régions de Nouvelle-Guinée, mais le pays lutte désespérément contre ce stéréotype qui lui colle au dos. Et l'actuel Premier ministre, James Marape, a désespérément essayé de minimiser la sortie du président

américain, parlant d'« un moment de flou », d'« un moment de confusion », qui ne lui fait pas oublier ses quatre rencontres chaalieuses avec Biden, sans la moindre allusion aux cannibales... Pas question de lui chercher des Papous dans la tête !

Tous aux abris !

LE LOGEMENT est en crise. Locataires en galère, propriétaires pétrifiés par un crédit qui fait boum, sans-abri sans issue de secours, immobilier en panne, promoteurs effondrés par l'écroulement de la construction, ETP en plein doute et DPE en plein délire... Il y a péril en la demeure, il est généralisé, et quand le bâtiment ne va pas, rien ne va !

En 80 pages et 80 sujets, des centres-villes colonisés par Airbnb aux dédales de MaPrimeRénov', des résidences qui se barricadent au zéro artificialisation nette (ZAN) qui rend les autres sinistres, du village olympique à vendre au littoral pris d'assaut, des bouges des marchands de sommeil aux palais à vendre d'un Etat dépassé par le problème, « Les Dossiers du Canard » ont empueté de la cave au grenier sur le logement, préoccupation première des Français.

Un numéro à ne pas manquer.

● Crie du logement : péril en la demeure, 100 p., 7 € en kiosques.

L'AUTORITAIRE ATTAL



L'œil de Mosco

QUAND Pierre Moscovici - président du Haut Conseil des finances publiques - tire à boulets rouges sur la mauvaise gestion des finances publiques par le gouvernement, il faut l'écouter. Cette gestion, estime le Haut Conseil dans un avis publié le 17 avril, « manque de crédibilité ». La trajectoire budgétaire qu'il présente « manque de cohérence », et son plan d'économies est « lacunaire ».

Celui qui dresse ce sévère réquisitoire sait de quoi il parle. Lorsqu'il était ministre de l'Economie de Hollande, il avait pris en pleine poire, en novembre 2013, une dégradation d'un cran de la part de l'agence de notation US Standard & Poor's. Quelques mois plus tard, en janvier 2014, sa collègue

Social : prestations, piège à contrôles

L FALLAIT mettre un coup de pied dans la fourmière de ces chômeurs qui grèvent le budget de l'Etat, voilà qui est fait ! Entre 2019 et 2023, selon les chiffres de France Travail, le nombre de contrôles de demandeurs d'emploi est passé d'environ 350 000 à près de 525 000 par an. Et ce n'est rien à côté du chiffre de 1,5 million que Gabriel Attal a dit vouloir attendre d'ici à 2027.

Sauf que l'opérateur vient de publier les résultats de ses investigations (« Les Echos », 19/4) : 83 % des chômeurs (dont, rappelons-le, moins de la moitié sont indemnisés) ont été identifiés comme recherchant activement du boulot ou comme ayant juste besoin d'être mieux accompagnés ; et 17 % ont été radés pendant un mois pour n'avoir pas été assez assidus...

Dans le même ordre d'idées, la Caisse nationale d'assurance-vieillesse (Cnav) s'est donné les moyens de lutter contre la fraude : sur 12 agents affectés au contrôle, deux l'ont été au consulat d'Algérie avec la mission de déboucher les familles qui n'auraient pas déclaré le décès de leurs parents âgés ayant travaillé en France... Ces fourbes continueraient ainsi de percevoir leurs pensions de retraite. Résultat : la fraude constatée ne dépasse pas 0,3 %, et la moyenne des montants visés reste dérisoire. Pas de quoi fouetter un vœu.



Paris surveillé, Paris quadrillé, Paris fiché, mais Paris olympique!

Avant la parade sur la Seine, les flics vont contrôler 200 000 personnes, dès l'âge de 13 ans, parmi lesquels 20 000 riverains, mais aussi les clients de tous les commerces.

C'ÉTAIT bien la peine que le pègée de LVMH dépense 150 millions d'euros pour sponsoriser les Jeux olympiques! A cause de Paris 2024, ses clients ne vont pas pouvoir faire leurs petites emplettes à la Samaritaine ni poser leurs valises dans son très cher hôtel Cheval blanc. Sauf si, avant de s'arrêter à la caisse, ils sont passés au crible de tous les fichiers de police... y compris ceux du contre-espionnage!

Le temple du luxe, en bordure de Seine, renoue à grands frais par Bernard Arnault, se trouve en effet dans la périmètre antiterroriste de la cérémonie d'ouverture des JO, le 26 juillet. Quiconque voudra pénétrer cette enclave ultra-protégée devra présenter un QR Code, décroché après une minutieuse enquête de sécurité. Le sésame sera exigé dès le 18 juillet, soit huit jours avant la parade fluviale. Pour acheter un sac Vuitton, il sera probable de posséder un casier vierge.

Obligation de découcher

En plus des 320 000 spectateurs de la cérémonie d'ouverture, pas moins de 200 000 personnes vont devoir passer à la moulignée pour accéder, huit jours durant, aux rues joignant

Castex veut fermer le métro

L'ANCIEN Premier ministre, recasé comme patron de la RATP, a eu une idée loufoque pour les JO : fermer, pendant les huit jours précédant la cérémonie d'ouverture, l'ensemble de la ligne 1, empruntée quotidiennement par 416 000 passagers en moyenne. Raison invoquée par Castex : trop de stations seront fermées pendant les épreuves olympiques, cette ligne stratégique est-ouest. A commencer par Concorde, qui, elle, sera inaccessible du 17 juin au 21 septembre, empêchant les correspondances vers les lignes 8 et 12. Le ministre de l'Intérieur, qui ne veut pas que les Jeux dérangent, a prévu qu'il n'y en aura pas.

Un vrai Castex pour Macron...



les 12 km de berges de la Seine. Ce quadrillage visera pêle-mêle les touristes, les clients et employés de tous les commerces, hôtels et restaurants situés dans l'enceinte sanctuarisée aux JO. 20 000 riverains malheureux. D'après les informations du « Canard », ce fichier XXL est prévu dès l'âge de 13 ans. Le temps des JO, ce sont donc 1 million de personnes au total qui passeront au tamis des flics. Un record! A Londres, en 2012, les organisateurs s'étaient contentés de 50 000 embarqués. Pour la patrie des droits de l'homme, ça la fiche mal...

Cette besogne à la Big Brother a été déléguée au Service national des enquêtes administratives de sécurité (Sneas). Créé deux ans après les attentats du Bataclan et de « Charlie Hebdo », ce service a été conçu pour vérifier le pedigree de tous ceux exerçant des métiers jugés sensibles ou participant à l'organisation de grands événements. Lors d'une année normale - hors JO, donc - 1 million de personnes sont ainsi contrôlées.

Visées à leurs écrans, 180 analystes, tous habilités secret-défense - dont

80 CDD recrutés en renfort voilà plus d'un an - passent chaque nom au filtre de onze fichiers : antécédents judiciaires, personnes recherchées, sans oublier les fichiers des services du Renseignement intérieur. Des qu'un voyant s'allume, une enquête est enclenchée. Elle peut durer de deux jours à plusieurs semaines et se solder par un feu vert ou rouge. Un avis de non-conformité - provoquera automatiquement le bannissement des JO, et certaines situations promettent d'être croquignolesques. Le réveil de la cérémonie d'ouverture, déclaré « non conforme » aura interdiction de dormir chez lui pendant huit jours! En prime, son nom ainsi que les détails de l'enquête - y compris les recherches effectuées sur les réseaux sociaux - resteront consignés pendant un an dans les ordinateurs du ministère de l'Intérieur.

De l'aveu de Gerald Darmanin (LCL, 1/4) : « 800 personnes ont déjà été écartées, dont 15 fiches S, 180 000 contrôlées ». A moins de cent jours du coup d'envoi, les agents du Sneas sont loin d'avoir fini leur marathon. Le 10 mai, lorsque la préfecture de police ouvrira sa plateforme d'inscription pour les fameux QR Codes.

Aux JO de Paris, l'important, ce n'est pas de participer, c'est d'être fiché.

Océlie Benayahu-Kouider et Christophe Labbé

Une cérémonie en plans

Les services antiterroristes s'inscrivent, en particulier, de l'activation de cellules téchéniques durant la compétition de football, qui se déroulera en Allemagne du 14 juin au 14 juillet.

Réaction en Tchétchènes

La fameuse parade nautique de 94 bateaux descendant la Seine entre les ponts d'Austerlitz et d'Iéna, avec à leur bord les délégations d'athlètes de chaque pays, sera précédée d'une cérémonie protocolaire au Stade de France en ouverture du match de rugby à 7, où, conformément à un espace sans public choisi par le CIO au sein du village olympique.

LVMH, le principal sponsor des JO, qui a obtenu l'autorisation de colorer des pubs de ses marques sur les navires de la parade nautique. Plouf! Il lui restera tout de même les athlètes-sandwichs de la délégation française habillés en Berluti et les malles de remise en route.

Un plan C est aussi prévu en cas de menaces graves sur le sol français. Les festivités se réduiraient alors à une cérémonie purement protocolaire au Stade de France en ouverture du match de rugby à 7, où, conformément à un espace sans public choisi par le CIO au sein du village olympique.

Et ça, quoi, alors, ranimer la flamme...

EUROPÉENNES : BARDELLA SE HEURTERAIT AU « MUR DES BOOMERS »



Erreur du fisc: 100 000 contribuables échappent à l'impôt

ON DIT merci qui?

Grâce aux prévisions erronées du fisc en matière d'inflation, quelque 100 000 citoyens supplémentaires ont échappé à l'impôt sur le revenu en 2022. Et ceux qui sont restés contribuables ont payé moins que prévu cette année. Jamais, depuis l'arrivée de Macron à l'Elysée, en 2017, on n'avait dénombré autant de citoyens non imposables. Un bonheur à n'apprécier jamais seul, tous ces bienheureux ont, de surcroît, reçu un petit bonus au titre de remboursements divers, à en croire une note publiée le 16 avril par la DGFiP (Direction générale des finances publiques).

Explication : à la fin de 2021, le gouvernement prévoyait pour l'année suivante une inflation de 5,4 %. Il a donc baissé d'autant les tranches du barème de l'impôt sur le revenu (IR), afin que le contribuable dont le revenu aurait augmenté du montant de l'inflation ne voie pas son IR augmenté. Le malheur est que l'inflation, en 2022, a plafonné à seulement 5,2 %. Un taux inférieur, donc, à celui qui était prévu. Mieux : les revenus des particuliers n'ont connu

une hausse moyenne que de 5,1 %, restant au-dessous du barème surlevé de 5,4 %. Ils ont donc été proportionnellement moins imposés que l'année précédente. De ce fait, indique la DGFiP, certains foyers sont passés dans la tranche d'imposition inférieure, moins taxée. Et, autant de moins pour le fisc! « La hausse de l'impôt est plus faible que celle des revenus des redevables », soupire la Direction, qui calcule que « le nombre de foyers imposables a diminué de 0,4 % au profit de 100 000 contribuables de passage. Conséquence : le nombre de ménages non imposables a atteint un sommet, 55,3 % ».

Délicatesses imposées

Autre bonne nouvelle : 3,5 millions de ménages ont bénéficié de 16,7 milliards de réductions et crédits d'impôt - un chiffre en hausse de 6,4 % par rapport à 2021. Emploi d'un salaire à domicile, frais de garde, de scolarisation des enfants, dons à des organismes d'intérêt général, cotisations sociales, etc. Autant de cadeaux qui, cumulés, permettent à certains d'échapper à l'IR.

Il ne s'agit pas d'un accident mais d'une longue évolution : en 2002, 52 % des ménages étaient imposables, pour un montant moyen représentant 8,2 % des revenus. Aujourd'hui, on ne taxe plus que 44,7 % de ménages imposables, pour 6 % de leurs revenus en moyenne.

Pourquoi cette bienveillance sur l'IR alors que, depuis vingt ans, les prélèvements obligatoires ont fortement augmenté, passant de 44 % à 48 %? Parce que cet état de fait est le résultat de la loi. Il est électoralement très rentable de l'alléger (ainsi que d'autres ponctions très visibles, telles la taxe d'habitation ou la redevance audiovisuelle) que de s'attaquer à la fiscalité des entreprises, et, dans le domaine social, à la CSG (150 milliards), qui ronronnent en silence.

Pour taxer betteraves, taxons cachés.

Hervé Martin

A Saint-Etienne, cherchez la femme

LA SÉRIE Z du complot sexuel aéroportuaire touche à sa fin. Les 16 et 17 avril, les principaux acteurs de cette invraisemblable histoire de sextape municipale se sont retrouvés dans le bureau des deux magistrats lyonnais chargés de l'affaire. Face à la victime de ce complot, l'ex-député Gilles Artigues, filmé à son insu en compagnie d'un escort-boy dans un hôtel parisien début 2015, les auteurs présumés de cette opération destinée à le faire chanter et à l'éliminer politiquement. A savoir : Samy Kéfi-Jérôme, l'ancien adjoint chargé de l'éducation à la mairie; Pierre Gauttier, l'ex-directeur de

cabinet du maire; et Gilles Rossary-Lenglet, le communicant qui a révélé l'affaire. Sans oublier Jacky Perdrin, le maire de Saint-Etienne en personne, qui, accusé par tous, ne toujours avoir tenu le moindre rôle dans la réalisation de ce film X.

Au sein de ce casting impeccable manquant pourtant une femme, dépeinte par les uns comme « la Pompadour du Forez », et par les autres comme « une Mata Hari à la petite semaine », Marie-Laure Poyet, à ce jour, ne fait l'objet d'aucune poursuite. Elle fréquente pourtant ce beau monde depuis la campagne des municipales de 2014.

Assaillit élu, Perdrin a recruté à son cabinet en tant que « conseiller technique ». Sans oublier d'un plus tard, elle officie au service communication de la ville. Mais, bien vite, elle se trouve à l'étré dans la capitale de la Loire et file à Paris.

Mise en boîte

Las! Ses nombreux talents ne suffisent pas à Poyet pour réussir à Paris. En 2020, grâce à son ami Samy Kéfi-Jérôme, alors conseiller régional, elle revient à Lyon et rejoint la direction de la santé à la région Auvergne-Rhône-Alpes. Kéfi-Jérôme cherche à acquiescer à sa caméra. Poyet se souvient que son défunt papa en possédait une et la lui remet gentiment. Aux enquêteurs qui l'interrogent, le 18 octobre 2022, elle prétend ne pas savoir ce que Kéfi-

Jérôme a fait de cet objet. De nombreux témoignages affirment le contraire. Ainsi, Olivier Hamon, directeur adjoint de cabinet de Perdrin, placé en garde à vue les 10 et 11 janvier dernier, assure que Marie-Laure Poyet se trouvait dans le bureau du directeur du maire lorsque le complot a été ourdi.

Une fois le film dans la boîte, l'homme chargé de mettre en place l'opération sextape est rémunéré. Avec les bons conseils de Marie-Laure Poyet, Gilles Rossary-Lenglet reçoit pas loin de 40 000 euros à travers des conventions personnelles attribuées à deux vraies fausses associations. Pas inquiètes dans l'opération, la Mata Hari du Forez continue aujourd'hui d'échanger avec le maire.

Avec ou sans caméra?

Dider Houssoy

LE CONGRÈS AMÉRICAIN VOTE ENFIN UNE AIDE À L'UKRAINE

À TON AVIS, QU'EST-CE QUI ARRIVERA PLUS VITE, LES MISSILES AMÉRICAINS...

OU LES FANTASSINS DE MACRON?

CHAPATTE

Des bombes US avec prière de ne pas en abuser

DEPUIS SIX MOIS, Biden livre à Netanyahu des tonnes de munitions, les relations avec Israël ne sont tendues. Biden l'a menacé de réagir si Israël ne prenait pas davantage de mesures pour protéger les civils et les travailleurs humanitaires.

De plus, alors que le Congrès venait d'être avisé, « de manière informelle », qu'une nouvelle vente de 50 avions F-15 et de 300 missiles de moyenne portée et de munitions à guidage de précision (le tout pour 18 milliards de

dollars) était à l'étude, 17 élus républicains et démocrates se rebiffaient. Critiquant la procédure qui consiste à contourner le vote du Congrès, ils réclamaient la suspension, voire l'annulation, de cette livraison d'armes. Le 20 avril, la Chambre des représentants a validé une enveloppe de 95 milliards de dollars, à répartir entre Israël, l'Ukraine et Taiwan, dont 26 milliards iront à Tel-Aviv, notamment pour équiper en missiles anti-aériens son « Dôme de fer ». Un

beau cadeau, qui s'ajoute aux 3,8 milliards consacrés en 2024, comme à peu près chaque année depuis des décennies, au soutien de l'armée israélienne. Le vote a été facilité par le fait que Biden est parvenu à modérer la riposte de Netanyahu à l'attaque iranienne du 13 avril, afin d'éviter l'embrasement de la région. Pour ce qui est d'infléchir la guerre à Gaza, en revanche, rien. Le président américain demeure vraiment impuissant...

Des armes toujours en retard à Kiev

LES UKRAINIENS n'ont jamais reçu tous les armements qu'ils ont promis, et quand ils en ont vu arriver certains, cela a souvent été l'objet d'un an de retard. Parfois, de terribles difficultés s'expliquent. Il ne s'agit pas, à des militaires - des blindés lourds, par exemple - et de préparer des techniciens à les entretenir pour changer le cours de la guerre. Mais trop de retards demeurent inexplicables.

Dès la première année de guerre, le plan était simple. On devait fournir à Zelensky, à Washington, en juin 2022, réclamant des blindés et des avions, les Allemands refusant de lui livrer leurs chars Leopard, plusieurs États européens réagissant de même, et les États-Unis conservant leurs chars Abrams ainsi que leurs batteries anti-aériennes Patriot.

Presque deux ans plus tard, en 2023, revenant à de meilleurs sentiments, tous ces bons alliés ont décidé, chacun de leur côté, de fournir à l'Ukraine des Leopard, des Abrams, des batteries Patriot, et de former des Ukrainiens à leur utilisation. Un bel effort, mais qui permettait de modifier le rapport de force sur le front, ces blindés n'étant arrivés qu'en petit nombre.

Ce n'est pas le seul curieux changement de pied de Washington. Voilà quelques semaines encore, selon les règles édictées par le Pentagone, les alliés de l'Ukraine n'étaient autorisés à lui livrer que des armes défensives et ne pouvaient surtout pas lui fournir des missiles à longue portée. Ils ont maintenant des fonds de soutien à Kiev de 100 milliards d'euros. Dans l'horreur et la grotesquerie, le Kremlin est imbattable.

L'aide votée par le Congrès va permettre aux Ukrainiens de recevoir un apport considérable. Un document du Département d'État et du Pentagone (50 pages), daté du 17 avril, annonce en effet l'envoi d'un millier de missiles de croisière ATACMS en version longue portée (300 km).

Un « cadeau » que, ces dernières semaines encore, leur refusaient les dirigeants américains.

Claude Angeli

● Moscou à omis, le 17 avril, des mandats d'arrêt contre plusieurs dirigeants des pays Baltes, parmi lesquels la Première ministre d'Estonie, Kaia Kalda, coupable de vouloir conclure avec l'Union européenne, un fonds de soutien à Kiev de 100 milliards d'euros. Dans l'horreur et la grotesquerie, le Kremlin est imbattable.

Les flics touchent le pactole

QUELQUE 76 430 euros : c'est le montant auquel vient d'être condamné un jeune homme interpellé pour un jet de pétard en marge d'une manifestation en juin 2016. L'addition, très polémique dans un arrêt rendu par la cour d'appel de Toulouse le 18 mars.

Agé de 31 ans au moment des faits, Maxime S., intermittent du spectacle et militant associatif, est interpellé à Toulouse le 2 juin 2016 au cours d'une manifestation sauvage. En corrélation avec son jet de pétard lui vaut trois mois de prison sursis pour « violence sur agent dépositaire de l'autorité publique ». Il ne lui faut pas moins d'interpellation. Sur demande des policiers, toutefois, le dossier est transmis à la chambre des intérêts civils du tribunal, afin de fixer le montant des dommages et intérêts. Une autre danse commence...

Deux dix policiers parties civiles déclarent souffrir d'acouphènes après l'explosion. Des « dépenses de santé futures » pour des appareils auditifs sont réclamées. L'agent judiciaire de l'État, représentant du ministère de l'Intérieur, demande aussi le remboursement des indemnités d'arrêt maladie des policiers. Résultat, huit ans plus tard, 76 430 euros à sortir pour Maxime. Sûrement un pétard à mèche lente...



Petite fronde au Congrès

Exemple : en mars dernier, Netanyahu s'est vu promettre 25 avions F-35 et 2300 bombes non guidées, sans l'approbation du Congrès. Grâce à cette astuce, le Premier ministre israélien se réserve une marge de manœuvre, mais Israël a l'abri de toute pénurie.

En avril, cependant, après la mort de sept membres de l'ONG américaine

LA DÉFENSE DE WAUQUIEZ
APRÈS SON VOYAGE DE LUXE AU JAPON

LE MINISTRE de la Justice aurait-il le problème avec les handicapés ? En 2008, atteint d'une sclérose en plaques, le procureur général de Paris, voit ses fonctions amputées de la moitié. L'année suivante, elle découvre que sa prime annuelle est inférieure à la moitié de la contribution de la personne au « bon fonctionnement » de l'institution judiciaire. Elle passe sa rémunération à 100 %, son montant étant toujours inférieur à celui de son de son salaire. En 2010, la prime chute carrément à 10 %. En 2011, les années suivantes elle restera toujours au-dessous de son salaire. En 2012, par décret. Incompréhensible, alors que la proc est l'objet d'évaluations professionnelles positives.

Traitement de défaveur

A partir de 2013, Mme B. conteste ces pingerries. Elle enquille les victoires devant le tribunal administratif et gagne plus d'une dizaine de recours ! Les primes sont attribuées en fonction de la personne, insistent les juges, selon des critères « appropriés ».

EN PLUS VIOLENTS,
PLUS TÔT

"PUIT ARTÉSIEN
VIOLENCE"

ET COMME
UN PUISAGE VOLONTAIRE
RENSEIGNER ET
UN LA

fois, le ministre de la Justice conteste les faits. En 2002, Mme B. craque. Un psy lui diagnostique un syndrome anxio-dépressif. On demande bien pourquoi.

Les juges administratifs finissent par « assouplir » un peu de poids de leurs décisions. Le 11 janvier 2004, le tribunal rappelle avoir déjà « donné raison » à Mme B. plus d'une dizaine de fois. Cette histoire fait presumer, selon les juges, « des agissements répétés de harcèlement moral ». A la magistrature toujours en poste, l'Etat est condamné à verser 30 000 euros supplémentaires pour réparer le préjudice. Un montant raisonnable.

Le ministre n'a pas fait appel.

M. B.

INSTANCE D'INDEMNISATION DES VICTIMES. BONJOUR...

OUI MONSIEUR, JE COMPRENDS

MAIS POUR UNE PLUS GROSSE INDEMNITE, JE VOUS INVITE A PRIER

(FORT)

G. P.

novembre 2012, Conférence des religieux et religieuses de France l'a mis en relation avec le CRRL. A six reprises, il a fait devant elle la lecture de son témoignage et a su se rendre à la congrégation des sœurs de Don Bosco, dont est issu son bourreau, pour signer le protocole de réconciliation. *« J'ai failli être hospitalisé et me jurer en l'air », raconte-t-il. Ses 60 000 euros, le « prix du silence », il les a touchés en 2011. Mais il n'a rien voulu en savoir. Il ne veut pas que l'argent nous provienne, bien de l'argent que nous, les religieux d'aujourd'hui, gagnons par notre travail ou nos services. Je ne veux pas que l'argent nous soutienne auprès du plaignant pour*

Le clergé dégraisse

LN'Y A PAS de miracle! Pour indemniser près de 1.300 victimes, l'Eglise a dû déterrer 34 millions d'euros. « Les diocèses et congrégations ont dû céder des biens, soit des placements, soit des immeubles. Ils ont, ce faisant, réduit leurs réserves et diminué leur trésorerie », explique la Conférence des évêques de France au « Canard ». Au total, plus de 200 biens ont été vendus, dont l'évêché d'Arras ou la résidence de l'évêque de Crétel.

Violé entre 8 ans et 11 ans par un prêtre missionnaire, Arnaud Gallais, ex-membre de la Commission indépendante sur l'inceste (Civise) et cofondateur de trois associations de défense des enfants, est, quant à lui, un poil à gratter pour le clergé. En

Qu'on se rassure, le patrimoine immobilier de l'Eglise de France reste évalué à 6,5 milliards d'euros (« Le Monde des religions », 23/4/23). Le clergé n'est pas encore à la rue...

« Les évêques ont refilé le bébé aux
hépêcles, qui sont saturés de dos

« Les évêques ont refilé le bébé aux bénévoles, qui sont saturés de dossiers jusqu'à la nausée », se plain une victime. « On ne fait pas des miracles. On fait ce que l'Eglise n'a pas fait pendant des années », se défend Marie Derain de Vaucresson. Le 6 novembre 2020, le Comité des droits de l'enfant de l'ONU avait exigé du gouvernement un rapport sur les violences sexuelles du clergé et les sanctions que l'Eta envisageait. Le rapport Sauvé a bien décrit les violences, mais les sanctions, elles, se font toujours attendre. La CRR et l'Inir, émanations de l'Eglise, limitent les dépenses.

À croire qu'elle n'est, finalement pas très charitable.

Fanny Ruz-Guindos

● **Toute victime** de violences sexuelles commises dans des congrégations et des instituts peut joindre la Commission reconnaissance et réparation (CRR) (crr.contact). Quand les tortionnaires sont des prêtres diocésains ou des laïques en mission, les agressés doivent se tourner vers l'Instance nationale indépendante de reconnaissance et de réparation (nirrr.contact@nirrr.fr). Les deux commissions ne fixent aucune date limite pour recevoir des demandes d'indemnisation.

See comments and discussion.

8 DES JEUNES DE DE PL

de chlorates (2 tonnes par jour en moyenne) et de perchlorates (50 kg par jour en moyenne) » se retrouvaient « par réinfiltration dans les eaux souterraines ». Et qu'a fait la préfecture? Loin d'interdire les « fuites » issues de l'usine d'Arkema, elle a pris, deux mois plus tard, un arrêté pour les autoriser. Un vrai

... contre les préfets qui se
quent des arrêtés préfectoraux ? A Grenoble, c'est mon-
e courante ! Pour diverses
trentaine de substances
miques dans la Romanche,
ne dizaine de kilomètres du
tre de la capitale de l'Isère,
usine de la multinationale
ema n'a pas meilleur sou-
que les représentants de
at. Et ce malgré l'existence
périmètres de protection de
ressource établis par... la
lecture en 1967

est contradictoire que cela puisse paraître, tous les présidents, depuis 1976, ont autorisé l'industriel à laisser filer des quantités colossales de rejets dans l'eau. A compter de 2007, le seuil limite de 83 000 m³ par an a été fixé, soit l'équivalent de 22 piscines olympiques chimiques quotidiennes. Ça n'aide une médaille!

Ils courent, les recours

Problème : cette bienveillance de l'Etat vis-à-vis d'Arkema présente un risque pour la qualité de l'eau potable. 200 000 habitants de la métropole de Grenoble ont des aliments par là même menacés, ce qui inquiète les élus locaux. Depuis la fin de 2022, ceux-ci multiplient les procédures. « On a des rejets chimiques juste en face d'un puits de captage d'eau potable qui alimente toute l'agglomération de Grenoble », s'alarme Anne-Sophie Olmos, la présidente du conseil d'exploitation de la régie des eaux.

Craignant une catastrophe écologique, elle a saisi le procureur, au début de 2023, déclenchant l'ouverture d'une enquête préliminaire. L'ex-directeur Raymond Avrilier - le « toubon » d'Alain Carignon - s'est lui aussi démené : entre septembre 2022 et décembre 2023, il a déposé pas moins de neuf recours auprès du tribunal administratif contre le préfet de l'Isère.

Devant le peu d'effets de ces démarches, la municipalité écolo de Grenoble s'est à son tour jetée dans la bataille. Elle a lancé une procédure administrative contre le préfecture de l'Isère, la fin de mai 2024. Le préfet est encafé, mais il

Depuis quand le risque de contamination des ressources en eau potable par l'industriel est-il connu? Les services de l'Etat savaient de longue date que les rejets d'Arkema présentaient un danger pour les nappes phréatiques. Ainsi, dans un document interne de

l'agence régionale de santé sur lequel - Le Canard - a mis la palme, un ingénieur évoquait, des 2017, « un risque fort pour la sécurité sanitaire » et engageait les autorités à proposer à l'industriel « de déplacer son point de rejet vers un site de moindre impact environnemental ». Depuis... rien ! Le préfet a même pris un nouvel arrêté, le 19 octobre 2023, pour autoriser Arkema à poursuivre ses rejets. L'industriel, lui, assure qu'il se conforme aux réglementations et que ses rejets sont inférieurs aux seuils recommandés. De quoi rendre les élus écologistes de rage...

Yann Voldoire

La Côte de granit ose le béton

ANS sa dernière note d'analyse consacrée aux « élèvements et consommations d'eau » (18/4), France Stratégie — un organisme rattaché à Matignon — la sonnette d'alarme: en onze ans, la ressource en eau renouvelable a diminué de 10 %, et la tendance va s'accro-

Or, à l'échelle de la planète, Google a reconnu, en 2023, le prélèvement de 28 millions de mètres cubes d'eau, utilisés à 75 % pour refroidir ses centres de données. Microsoft n'est pas en reste, avec 6,4 millions de mètres cubes engloutis

en 2022 – en hausse de 34 % par rapport à 2021. Quant à la France, l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse (Arcep) estime, dans son dernier rapport (mars 2024), que les data centers ont absorbé en 2022 plus de 5 millions de mètres cubes d'eau, soit la consommation annuelle de plus de 90 000 Français. Une paille !

A PRES la marée noire, la m...
Louannec (3086 habitants...
maire bâtisseur, Gervais Egaud...
dans les télécoms poursuit à h...
zones qui n'auraient jamais dû...
dilatation du plan local d'urbanisme...
les permis continuent de fleurir...
zone protégée par la loi Littoral...
de 18 ha dont 1,5 en front de...
compter une zone boisée qui d...
des 2014 pour permettre d'ad...
Les proprios du lotissement s...
chanceuses : la vue sur la baie d...
Attente de frénésie cémentée...
des années, les propriétaires sou...

urée de béton? La commune de qui jouxte Perros-Guirec, a un Réçu en 2020, cet ingénieur des bruits l'urbanisation sur des constructions. Malgré l'annulation (PLU), en 2020, par la justice, comme les mimosas sur une Entre 2000 et 2020, pas moins ont - ont été construits. Sans être consciencieusement rasés, l'archipel des Sept Îles. Sur le secteur, le Truzugal, sont Perros n'a pas de prix, l'édile se retrace derrière à l'avis de la Commission

départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF), qui, en mars 2022, a émis un avis défavorable, avant de se raviser le mois suivant. Le temps de la réflexion, sans doute.

« Mon prédécesseur et moi avons toujours pris des décisions dans le respect des lois et des règlements », avance Eggault. Solon depuis deux ans, le conseil des Côtes-d'Armor, en place depuis deux ans, ne se mouille pas. « En l'absence de PLU d'entend, c'est la CDPENAF qui statue en appliquant le RNU (règlement national d'urbanisme) ».

Les habitants de Louannec sont vernis tous les permis de construire. « Les habitants de la zone de test, confie une source du PALM, passent crème. Ils ont le droit de tout faire. C'est la politique du fait accompli ». Alors, on laisse béton.

Jean-Louis Le Touzet

 La prime énergie dans le gaz

CETTE ANNÉE
LE PRINTEMPS EST EN

IL ARRIVE EN
TGV PROBABLEMENT.

numérique reste « un petit pre-
leveur » à l'échelle de l'Hexa-
gone. « La difficulté, précise-t-il
malgré tout, c'est que ce sont

MICHEL vit à Liverdu village situé près (Meurthe-et-Moselle) en août 2023, il décide de faire une pompe à chaleur pour sa facture d'énergie. Outre MaPrime il a droit à 2500 euros au titre CEE = Coup de pouce chauffage par des entreprises qui, en obtenant des certificats d'énergie (CEE)

un petit
Nancy
lie). En
installer
ulager sa
meRenov,
le prime
e », finan-
échange,
économie

un organisme indépendant. La date de l'intervention n'est pas précisée.

Inquiet de ne jamais recevoir sa prime alors que les travaux, terminés à la fin d'octobre, lui ont coûté 15 172,67 euros, Michel décide d'écrire au « Canard », qui, le 3 avril, contacte Tekslal. Deux jours plus tard, Michel a enfin son rendez-vous de contrôle. Le 13 avril, son dossier est validé. Tekslal explique



les entreprises elles-mêmes qui déclarent leur consommation auprès des agences de l'eau.

Michel entame les démarches en créant une plateforme Promée de la société civile spécialisée dans le conseil et la médiation énergétique. Quatre mois plus tard, en septembre à décembre, il dépense un coup d'énergie à figoler ses lettres pour répondre aux multiples questions demandées. En septembre, il reçoit le coché le bon type de pompe à chaleur. En octobre, on lui demande des pièces justificatives. En novembre, ses lettres ci sont refusées - pour des raisons de forme, une adresse, un objet, une date de formulation -, s'agace Michel.

Début décembre, où en est sa demande, il est finalement responsable. Lequel lui dossiers sont ouverts d'une perturbation à l'autre pour supprimer le double. Deux mois encore. Le mail l'informant que le dossier est accessible complet et utilisable. Mais pas si vite... ce dé, Michel doit en

ne sait toujours pas de la force d'insistance de son collègue. Il explique que deux fois à son nom, et que Michel suggère d'être plus poireute le 6 février, il reçoit un courrier est arrivé à la prime. Il lui-ci n'est pas valide être contrôlé par

ment du au processus rigoureux de contrôle qualité des chantiers ». Et ajoute avoir du gérer « une demande [de primes] importante ces derniers mois ».

Plus la société distribue de primes, plus elle obtient de CEE, qu'elle revend ensuite à des « pollueurs », comme les fournisseurs d'énergie. C'est d'ailleurs ainsi qu'elle finance ses services.

De là à imaginer qu'elle a les yeux plus gros que le cerf, et que l'intendance a du mal à suivre... ■

Gaëtan Tournillon

Le Cinéma

Le Déserteur

(De la fuite dans les idées)

TU SERAS un homme, mon fils. Et, l'année de tes 18 ans, tu combattras dans les rangs de Tsahal à Gaza, tu affronteras les balles, la peur, la mort. Mais Schlomi, lui, se moque d'être un homme. Il veut vivre un grand amour, même s'il n'est pas payé de retour, il veut respirer normalement dans les rues de Tel-Aviv, cette ville si vivante et si indifférente, magnifiquement filmée par Dani Rosenberg, où la guerre semble n'être qu'une péripétie. L'alerte interrompt les rires et les dîners, et les après en terrasse reprennent quand elle cesse.

Alors Schlomi fuit. Il déserte, sans avoir bien conscience du tabou qu'il brise. On cache à son père qu'il est un petit déserteur immature et triste, qui fait honte à sa famille et à celle qu'il aime. Il ne trouve de véritable réconfort qu'auprès de son chien, qui l'aime inconditionnellement, et de sa grand-mère, qui n'a plus toute sa tête. Quelle porte de sortie peut-il y avoir pour celui qui, par son acte, rappelle à tous ceux qui le croient et qui veulent l'oublier que la guerre n'est jamais glorieuse ?

Les films qu'on peut voir cette semaine

Challengers

Julius et Jim sur un court de tennis ? Un grand champion, entraîné par sa ravissante femme mais qui a perdu confiance en lui, est inscrit, sur une idée à elle, à un tournoi mineur. On le retrouve, en finale, son grand ami de jeunesse et éternel rival auprès de madame. Deux décors.

Deux garçons, une fille, trois possibilités, selon le titre français d'un film américain piquant de jadis (1994). Rôles de l'événement - Call Me by Your Name (2017), Luca Guadagnino donne film sexy et millimétré, construit dans l'aller-retour des balles des flash-back et des matches conjugaux. Zendaya déploie des revers aussi ravageurs que son charme. - D. F.

L'Échappée

Sur une île grecque, parmi les touristes, erre une migrante africaine, devenue un fantôme craintif sous le poids d'un passé obsédant. Une guide américaine lui tend une main secourable. Adaptant un roman de l'Américain Alexander Maksik, le subtil Singapourien Anthony Chen réussit un

drame sobre et pudique sur une femme qui a vécu l'impensable au Liberia et qui renait à la vie par la grâce d'une rencontre, dans une Grèce filmée sans clichés. Cynthia Erivo donne souverainement chair à cette héroïne face à Aha Shawkat, tout en empathie et en tact. - D. F.

Un jeune chaman

A Oulan-Bator, un lycéen a le pouvoir de mettre en contact ceux qui le consultent avec les ancêtres. Mais il rencontre une jeune fille pour lui fait découvrir les plaisirs de la vie nocturne.

Signé de Lkhagvadulam Purev-Ochir, ce premier long-métrage peint la coexistence entre traditions et modernité au sein de la jeunesse mongole qui habite dans des quartiers de youtres tout en rêvant des tours du centre-ville. Le débutant Terget Bold-Erdene a remporté le prix Orizzonti du meilleur acteur à Venise. - D. F.

Sky Domo 2123

Dans un futur proche, l'humanité, qui a dévasté la planète, se retrouve contrainte de vivre sous des dômes de verre et d'acier. Ceux qui atteignent l'âge de 50 ans sont obligés de se transformer en arbres pour

permettre aux plus jeunes de survivre.

Ce film d'animation des Hongrois Tibor Bánóczi et Sándor Szabo a un petit côté « Soleil vert » (de Richard Fleischer, 1973) et une esthétique très recherchée, mêlant la 3D et la rotoscopie, avec des paysages sublimes. C'est une réflexion profonde sur ce qui fait l'être humain entre Nora, qui a choisi de se transformer en végétal des ses 32 ans, et son mari Stefan, qui fait tout pour l'en empêcher, lequel montre le plus d'humanité ? - A.-S. M.

Bushman

Un jeune homme noir marche au bord d'une route, ses chaussures sur la tête. Un « homme de la brousse » rentrant au village ? Non, un étudiant nigérian expatrié à San Francisco, qui un biker blanc obtus prend en stop, puis qui repart sans s'arrêter, le prix Orizzonti du meilleur acteur à Venise. - D. F.

Resté inédit, cet étonnant film en noir et blanc de David Schickel, tourné en 1968 et interrompu par l'arrestation de son protagoniste, Paul Eyom Nzie Okpaka, est un essai politique détonnant, qui brode une fiction sur des situations réelles et brille par un humour corrosif sur la société américaine. - D. F.

Riddle Of Fire

Ce surprenant film de l'Américain Weston Kanozi, oscillant entre conte de fée et film fantastique, est un hymne aux enfants sans père, libres de vivre en marge des adultes et de créer leur propre monde, ou régnent l'ambivalence et le culte de la parole donnée. Dans ce long-métrage à la photographie éblouissante, il est question de jeux vidéo, de brancards et d'une recette mythique de tarte aux myrtilles.

C'est frais, charmant, un vrai petit bijou. - A.-S. M.

Les films qu'on peut voir à la rigueur

Le Temps du voyage

Les Tsiganes, enfermés dans des camps sous Vichy, puis sous la République restaurée. Et toujours discriminés dans la France d'aujourd'hui : le carnet de circulation n'a été aboli qu'en 2017, et les aires dévolues aux gens du voyage sont mal situées et trop chères.

D'une visite de camp à l'inauguration d'une stèle à la mémoire de 14 Manouches assassinés par les SS de la division Das Reich le 23 juin 1944, ce documentaire d'Henri-François Imbert part de la mort et va vers la vie au gré des personnages rencontrés, parmi lesquels un dirigeant d'association de Montauban et un animateur d'Agde... Une ode attachante - quoiqu'un peu brocolée - aux Tsiganes. - D. F.

Les films qu'on peut ne pas voir

Le Mangeur d'âmes

Alexandre Bustillo et Julien Maury se sont mis à deux pour réaliser un sacré navet. Dans les Vosges, une policière et un gendarme qui ont, sans le savoir, un passé commun, unissent leurs forces pour mener une enquête criminelle. Inavouable, mal filmé, mal interprété par des acteurs qui flottent (dont Virginie Ledoyen, hélas), ce thriller de science-fiction n'a fait ni à faire, suscite un ennui profond. - A.-S. M.

Lettrés ou pas Lettrés

Pieu ? Mon œil !

Laissé pour mort à cause d'un livre, Salman Rushdie s'en sort et écrit « Le Couteau ». Deux miracles pour le prix d'un !

AVAIT-IL fini par se croire inviolable ? Après la publication d'une fatwa - consécutive à la sortie des « Versets sataniques » (1988) - qui, à Londres, lui avait valu une surveillance policière permanente, l'auteur avait déménagé à New York, une ville où, explique-t-il, il n'y avait pas d'autorité gouvernementale pour insister sur le fait de [le] relayer sous la coupe des services de sécurité. Il s'était remis au travail, il était tombé amoureux. La vie, quoi.

Dans « De bonne foi », l'un de ses essais - 1981-2002 -, compilés ces jours-ci chez Fata Morgana, Rushdie rappelle que son roman ne faisait que contester « les orthodoxes imposées, de toute nature, la vision selon laquelle le monde est très clairement Ciel et pas Terre ». Voilà pourquoi, comme un écrivain, il a écrit un roman qui n'est pas un roman, mais un livre de non-fiction, un livre de non-fiction, un livre de non-fiction.

Le 20 août 2022, Rushdie a affirmé qu'il n'était pas un écrivain. Il s'en sort, de justice. Un « œil » perdu, une



main déchaînée, un foie touché, une bouche à recoudre. Ce livre raconte d'abord sa lente remontée vers la lumière : hallucinations, douleurs, trois ans. Et puis, au bout d'un mois et demi, le retour au bercail tant espéré. Vient alors le temps du « Pourquoi ? ». Pourquoi ce jeune homme, ayant « à peine lu deux pages de [ses écrits] », s'est-il pris à lui après tout ce temps ? Dans un chapitre assez sidérant, Rushdie imagine « une conversation qui n'a jamais eu lieu » entre lui et son agresseur. Un ami, ce dernier refuse parfois de lui répondre. Crot-til ! Car l'écrivain, en définitive, a toujours



écrit, un homme âgé de 24 ans, « menaçant et concentré, un véritable missile », se rue sur lui pour lui asséner « de nombreux coups, au cou, à la poitrine, à l'œil, partout ». Le forcené, masqué de noir, est maîtrisé par des témoins. Rushdie est emmené à l'hôpital, « confusément conscient ». « Il ne va pas », « en sort », affirme quelqu'un à son épouse. Il s'en sort, de justice. Un « œil » perdu, une

le dernier mot. « Ce qu'il faut savoir au sujet de cette conversation, c'est qu'elle a lieu dans ma tête et qu'elle ne prendra fin que lorsque ma tête en aura décidé ainsi. » Rushdie invente des mondes où l'on peut se mouvoir librement : c'est son boulot. Le meurtrier raté, dont le nom ne sera jamais mentionné, s'enferme, lui, dans une logique délirante qui ne répond qu'à elle-même. Finalement, assise sa victime, toute la question du fanatisme et de la liberté se résume à « une querelle entre ceux qui ont le sens de l'humour et ceux qui n'ont pas ». Borge et mourir, le romancier rit à la face de ses tortionnaires. Ça fait mal, de rire. Mais il le faut.

Deux nuits avant le drame, Rushdie avait mal dormi. Dans son rêve, un gladiateur fondait sur lui, devant « un public réclamant du sang à grands cris ». Il s'était réveillé par terre. Treize mois plus tard, il revient sur les lieux de l'agression, remonte sur scène avec sa femme, la serre contre lui. Un « bonheur blessé », écrit-il, mais un bonheur quand même. Un livre en est né. On est triste qu'il existe, mais heureux de le lire.

Fabrice Colin

● Gallimard, 272 p., 23 €. Traduit de l'anglais par Gérard Neudat.

Déni et colonies

Cinq têtes coupées par Daniel Schneidermann

ARRÊT sur image : une photo transformée en gravure, publiée dans « L'Illustration » du 13 avril 1891. On l'a vu tout un indigène de Bakel (actuel Sénégal) présenter cinq têtes décapitées de « fuyards ». Frappé par cette photo vue dans une expo au musée de l'Armée en 2022, Daniel Schneidermann, romancier et journaliste, dévoile le contexte immédiat du cortège de « massacres coloniaux » qui ont accompagné la « guerre civilisatrice » de la France - de la conquête de l'Algérie à celle du « Soudan » - et les crimes atroces de généraux célèbres comme Bugeaud, Faidherbe ou Gallieni.

Incendies de villages entiers, carnages de civils, femmes et enfants compris, à la baïonnette, « décapitations d'intimidation » avec exhibition des têtes au bout de piques. Des massacres oubliés, au terme d'une « fabrication de l'oubli ». Hormis de rares fuites dans la presse, qui ont embourbées les gouvernements de la République, comme, justement, les cinq têtes de Bakel, « toute première photo qui a prouvé la boucherie coloniale à la face réjouie de la Belle Époque ».

Après l'autisme, précédé d'un glorieux reportage, publié dans « Le Figaro », sur la

prise de Hué, au Tonkin, sous la plume de Pierre Loti. Et avant l'exécution d'un guide à la dynamite, introduite dans son corps, en Ouhangui-Chari, le 14 juillet 1903. Schneidermann s'attarde, en particulier, sur les ravages de la colonie infamante menée, en 1898-1899, par les capitaines Voulet et Chanoine, lancés à la conquête du Tchad. Des soudards qui ont laissé derrière eux des « Oradours sur Niger », qui firent tuer un colonel dépeché pour les arrêter et qui finirent abattus par leurs troupes sénégalaises. L'année même où Joseph Conrad racontait le délire de Kurtz dans son célèbre récit « Au cœur des ténèbres », qui sert ici de boulosse à l'auteur. Aïe ! invective à l'époque, des accès isolés de « soudanité », mal colonial au terme duquel le blanc est contaminé par la « barbarie » noire. Ou bien plutôt « massacres systématiques », comme l'avance

Schneidermann réfléchit au fait que, « hier comme aujourd'hui, l'Afrique est un sujet d'indignation internationale, un second rôle éternel, une information d'ajustement de l'ordre des choses, des variables d'ajustement ».

Un bref ouvrage qui rappelle de cruelles vérités.

David Fontaine

● Seuil, 208 p., 20 €.

BENCY RESISTE DE MARBRE AVANT LE VERDICT DES AGENCES DE NOTATION

LEUR NOTÉ, ILS PRÉFÈRENT LA COLÈRE DANS LA RONDELLE PLATÉE COMME JAMAIS DE LEUR ANATOMIE...



Feuilleton de Canard

■ SARKOZY. « Chaque fois qu'il fait la promotion de son livre, ça tombe sur notre temps de parole », se lamentent les membres du Point. Les chefs de Rep. Ceux-ci ont donc demandé à l'Arcom que les interventions médiatiques de l'ex-président (par ailleurs l'un des fondateurs de l'RI) ne soient plus imputées sur le temps de parole de leur parti pour les européennes.

Le livre de Sarko s'appelle « Le Temps des combats ». Entre ex-comptons ?

DOCS 100% 100% 100% 100% 100% 100% 100% 100% 100% 100%

Avoir la classe ou pas

Dans « Tahir et venger », Lucila Véron examine (avec Karine Abiven) les « transfuges de classe » en littérature. Avec circonspection.

« JE PENSE qu'on est des millions, des milliards, sans doute, à avoir vécu ce passage d'un monde à un autre », affirme Annie Ernaux, qui décrit, dans plusieurs de ses romans, le déchirement d'avoir « trahi » son milieu d'origine, passant du café-épicerie de ses parents aux bureaux de l'aggrégation et aux lampions du prix Nobel. Elle n'est pas la seule. Édouard Louis, Didier Eribon, à leur manière, ont raconté le sentiment d'être postérieur engendré par leurs parcours ascendants, vécus dans la douleur, minés par la honte ou, plus exactement, « la honte d'avoir eu honte » de leurs parents.

Mais d'autres refusent l'étiquette de « transfuge de classe », telle Marie-Hélène Lafon, fille de paysans du Cantal. Prix Goncourt de la nouvelle et Prix Renaudot. Annie Ernaux elle-même regrette que cette notion soit mise « à toutes les sauces, brandie comme un étendard ».

Frédéric Pages

● La Découverte, 232 p., 19,50 €.

MOTS CROISÉS

1 2 3 4 5 6 7 8 9
I
II
III
IV
V
VI
VII
VIII
IX
X
XI

HORIZONTALEMENT
I. Méphisto fait laeste. - II. Il passe par l'acheminé. Corps qu'a vert nous. - III. Brio fruit tint. - IV. Nouvelle anglaise. Bien servi il n'en remet pas. - V. Lors elle est hardie. - VI. C'est tout un pour Bouygues. Passer en des

cas potables. - VII. Le roi du calame art. Frères d'armes. - VIII. Pail sentimental. Mise en prose, sature le rien ? - IX. Mal en tendance. - X. La reine morte. Con des Américains. - XI. Elle n'arrête pas d'aller aux toilettes.

VERTICALEMENT
I. Nos tas bennés. - II. L'institut du monde arabe. - III. Elles sont aux à bonnets absents. - IV. Bien en-cours. Qui est fait pipe y. - V. Elles évitent les ampoules. Un organisme confit dans ciel. - VI. Il est mis en page. Des agents très précieux. - VII. Enté- rine du chef. - VIII. Con pèle- rine du chef. - IX. L'essence tu- cru ? - X. Burtis d'un taboulet. Pas- sions le brame à foute. - XI. Pro- cipe Yoplait boum (en deux mots).

SOLUTION DU PROBLÈME N° 1652
HORIZONTALEMENT
I. FLAQUEUR. - II. LACON. - III. AMURES. - IV. TETE. - V. ACOR. - VI. USERA. - VII. ALE. - VIII. VENTRIER. - IX. ETAN. - X. CHIERA. - XI. IN. - XII. CA. - XIII. REVELES. - XIV. CUL. - XV. EMER. - XVI. EMMUREE. - XVII. SPA. - XVIII. DASSIN.

VERTICALEMENT
I. FLAQUEUR. - II. LACON. - III. AMURES. - IV. TETE. - V. ACOR. - VI. USERA. - VII. ALE. - VIII. VENTRIER. - IX. ETAN. - X. CHIERA. - XI. IN. - XII. CA. - XIII. REVELES. - XIV. CUL. - XV. EMER. - XVI. EMMUREE. - XVII. SPA. - XVIII. DASSIN.

6 - Le Canard enchaîné - mercredi 24 avril 2024

● DENIS OLIVIERES, le bras droit de Daniel Kretinsky, a été, devant la rédaction de « Marianne », le 22 avril, « la détermination (du milliardaire tchèque) à mettre un terme à son compagnonnage » avec l'hédo-médicard. Paru en 2018. Le 15 avril, dans « Le Figaro », un porte-parole de CMI France, le groupe de médias de Kretinsky, indiquait pourtant, à propos d'une éventuelle cession de « Marianne » : « On n'est pas du tout là... »

Comme quoi, ce « pas du tout là » a eu en fin de compte, il n'y a qu'un pas, en une petite semaine.

● **UN PETIT TOUR** et puis s'en va ! Un an à peine après son lancement, le média en ligne factuel s'est déclaré en cessation de paiements et devrait bientôt mettre la clé sous la porte, d'après « Le Figaro » (22/4).

Factuel, le site de son fondateur, Stéphane Simon, avait « fait le pari d'une information d'investigation factuelle, ni militante ni partisane ». Un média parnassien par Christine Kelly, la journaliste de CNews, et par le consultant police-justice de BFMV Dominique Riset, cela donne tout de même une légère coloration.

Les 15 et seulement 1 000 abonnés payants, Factuel, qui se présente modestement comme « la nouvelle référence des sites d'investigation », était bien loin de l'objectif de 10 000 abonnés qu'il s'était fixé pour la fin 2024.

Nous avions choisi Christine Kelly et Dominique Riset pour être nos parrains, conclut Stéphane Simon. Peut-être que ce mariage CNews-BFMV a créé une certaine confusion. « A moins que ce ne soit la double peine ».

● **EN ITALIE**, Giorgio Meloni n'y va pas molo avec la presse. Au point de déclencher une rare vague de cinq jours des journalistes de la Rai (la radio-télé publique), qui refusent de devenir le « mégaphone du gouvernement » (« Le Figaro », 18/4). « L'information penche de plus en plus en faveur de la promotion du gouvernement », s'alarme une syndicaliste de la Rai. En témoignage ce journal télé de janvier qui titrait sur une mesure gouvernementale avec cette formule choc : « 1000 euros de prime pour les personnes âgées. On vote les 8 et 9 juin... »

Pour tout arranger, une nouvelle loi en cours d'examen pourrait rétablir « dans certains cas » les peines de prison pour diffamation. Si Le Pen et Borello manquent d'inspiration, ils savent où en trouver...

Le Canard enchaîné
C 0142.60.31.36
redaction@lecanardenchaîné.fr
173, rue Saint-Honore - 75001 Paris
www.lecanardenchaîné.fr

MARSEILLE Les Editions du Canard enchaîné
Capital : 100 000 € (dépense 50 ans)
Président, directeur de la publication : Eric EMPY
Administrateur délégué : Hervé LUFFRAN, Président directeur délégué : Michel GAILLARD, Nicolas BRIMO, Eric EMPY, Jean-François JULLIARD, Hervé LUFFRAN, Odile BERNARD, Olivier LAFONT, Directeur de la rédaction : Jean-François JULLIARD, Rédacteur en chef : Jean-Michel THIÉBAUD, Fondateurs : Maurice et Jeanne MARÉCHAL, Anciens directeurs : R. THIÉBAUD, André RIBAUD, Michel GAILLARD, Nicolas BRIMO, Impression : P.O.P. Paris - Mid Print, Galigny, C.I.L.A. - Paris, Nancy-Print, Diffusion : France Messagerie, N° CPAP : 0121 C 5012 - ISSN 0008-5405

abonnements
C 0142.60.75.16
abonnements@lecanardenchaîné.com

Sur notre site : www.lecanardenchaîné.fr
Par courrier : 45, avenue du Général-Leclerc 69643 Chantilly Cedex
FRANCE MÉTROPOLITAINE 1 AN
- Formule papier 66 €
- Formule papier + numérique 94 €
- Formule numérique 56 €
- Formule intégrale 106 €
(Éditeur papier : Numa et Les Caillots)
POUR LES AUTRES PAYS
Nous consulter ou rubrique FAQ sur notre site



La Boîte aux Images

Orange mécanique

ALWAR (Inde), le 1^{er} avril 2017. À l'entrée de la ville, le camion de Pelhu Khan est arrêté de force par une foule de 200 personnes. Khan est producteur de lait, de la mythologie hindoue, le sanctuaire a été bâti sur les ruines de la mosquée de Babri, construite au XVI^e siècle, elle-même élevée sur un site sacré consacré à Ram.

En 1992, des nationalistes hindous attaquèrent la mosquée et brûlèrent le quartier et assassinèrent 2000 de ses habitants. Ce n'est pas la première fois que des lieux de culte musulmans sont assaillis en Inde, mais le grand remplacement de la mosquée par un temple de Ram était devenu l'un des enjeux majeurs du programme électoral de Modi.

Après avoir été longtemps boudé par les démocrates occidentaux, en raison de sa politique intérieure nationaliste et ségrégationniste, Modi est désormais leur meilleur ami. Et ne perd pas une occasion de mettre en scène les excès d'honneur qui lui sont faits, comme ces longues étreintes fraternelles offertes à Emmanuel Macron après avoir été élevé à la dignité de grand-croix de la Légion d'honneur.

« Carte blanche »

Devenue « grande cause nationale », la vache est largement soutenue par l'Etat indien. Ses vaches de députés du Parti du peuple indien (BJP), auquel appartient le Premier ministre, ont été exemptées de la taxe de 19 avril, le candidat Modi a

annoncé le début d'une « ère nouvelle » pour le pays. Ce jour-là, le temple Ayodhya ouvrait ses portes dans l'Etat Pradesh. Vous au culte de Ram, le dieu du plus vertueux de la mythologie hindoue, le sanctuaire a été bâti sur les ruines de la mosquée de Babri, construite au XVI^e siècle, elle-même élevée sur un site sacré consacré à Ram.

En 1992, des nationalistes hindous attaquèrent la mosquée et brûlèrent le quartier et assassinèrent 2000 de ses habitants. Ce n'est pas la première fois que des lieux de culte musulmans sont assaillis en Inde, mais le grand remplacement de la mosquée par un temple de Ram était devenu l'un des enjeux majeurs du programme électoral de Modi.

Après avoir été longtemps boudé par les démocrates occidentaux, en raison de sa politique intérieure nationaliste et ségrégationniste, Modi est désormais leur meilleur ami. Et ne perd pas une occasion de mettre en scène les excès d'honneur qui lui sont faits, comme ces longues étreintes fraternelles offertes à Emmanuel Macron après avoir été élevé à la dignité de grand-croix de la Légion d'honneur.

A travers la Presse d'hier

Un budget osé
Dans « Libération-Champagne » (14/4) : « Brieux lâche un peu de lésie au profit d'investissements... Est-ce le moment de lâcher du lest ? A la fin, saluons ! »

Ça nous la coupe
Dans « Le Républicain lorrain » (7/4) : « [Elle] a été sectionnée par le comité organisateur en janvier... »

Sur l'album de la Contesse

MODELE DÉBORDÉ ET SORDIDES MALICES
Mauroux : On manque de crâche pour l'élection. On déshonore des coteries. On voit des sottises ministérielles, des piteuses gaudes devant des cathos. On vante les coteries de ces élus qui mouillent de docteurs aux pieds. On prétend trouver la paix dans la maîtrise fiscale. On voit des positions pour les mineurs. Et l'un des deux à s'écarter.

LECTEURS : Mauroux : « J'aime aussi beaucoup les trillages... » Vous cachez un drôle de cas... « Nouvelles de la vie... » Les adresses ont pris des coups sur leur nez... « Le produit des Praxelles s'écoule, parfois dans la Contesse... »

LU : Les lecteurs qui brillent méritent une sanction... « Marine est passionnée... » « C'est à cet instant que de s'écarter... » « Ne gâchez pas, c'est l'ère de Vintil !... » « Cette cloche et la cosmétique... » « Avec leurs cent ans de Bible, une collation s'écarter dans la Contesse... » « Pro, enfin, aux chutes de patins !... »

* Contrepartie interne à son mot.

Prises de Bec

Lise Boëll

A l'aise dans ses bollorines

L'éditrice de Zemmour, de Villiers et de quelques auteurs du même bord est promise à un bel avenir dans la galaxie Bolloré.

CETTE PHRASE, l'avait-il préparée, avait-il respiré à fond avant de la prononcer, pour éviter de se torturer de rire ? On ne le saura pas, mais, le 13 mars, les députés de la commission d'enquête sur les fréquences TNT, la télévision numérique terrestre, ont bel et bien entendu Vincent Bolloré dire distinctement en les regardant dans les yeux : « Je n'ai aucun projet idéologique, je suis tout droit et débotté... » Une formule de stupéur se lisait sur le visage du très puignat rapporteur Aurélien Saulot (LFI), mais personne ne broncha.

Pétage de Plon

Vincent n'a pas apprécié les multiples papiers dans la presse sur la direction de Fayard, qui arrivent juste au moment des auditions des cadres de Canal à l'Assemblée pour répondre aux questions de la fameuse commission d'enquête pour l'attribution des fréquences sur la TNT. C'était trop d'exposition médiatique sur tous les secteurs du groupe, il a donc décidé de baisser la pression sur Fayard. Pour le moment, il n'a pas d'autre projet.

Rassurer la presse, c'est mettre Lise Boëll en position d'attente. Cette fille de pieds-neurs, diplômée de l'Ecole supérieure de publicité, est soutenue par Vincent Bolloré, qui lui offre la direction de Fayard. Elle est à peu près aussi « débottée » que son oncle, Vincent Bolloré, qui pour les maisons d'édition d'Hachette Livre tombes dans une escarcelle fin 2023. Et pas davantage pour Fayard, la pépite de son groupe, mais pour savoir comment la dame



avant mis à feu et à sang la maison qui avait autrefois été le général de Gaulle, a paré d'un management « dysfonctionnel » dans le même rapport d'audit, on parle de « relations professionnelles humiliantes et dégradées ». Un vrai pétage de Plon. Elle a pris par habitude de s'entourer de collaborateurs qui restent à l'extérieur de l'entreprise et de mettre sous pression les autres.

Reine des réacs

Avant d'arriver chez Plon, Lise Boëll a fait ses classes à TF1 Editions, puis à Canal Plus Editions. Elle en a gardé une vraie attirance pour les stars de la télé, qu'elle a publiées, de Benjamin Castaldi à Stéphane Bern. Chez Albin Michel, elle a réussi à faire venir Zemmour et a édité « Le Suicide français », en 2014, puis « Des Français », en 2018. Les centaines de milliers de livres vendus, aussi bien avec l'éditorialité de Vincent Bolloré qu'avec l'Agité du bocal, Philippe de Villiers, la rendent intouchable. L'éditeur de chez Albin Michel, qui lui reproche les thèses développées par ses auteurs, est désemparé à l'intérieur. A-t-on qui ce soit à refuser

Le Théâtre

L'Education sentimentale

(Formation accélérée)

ADAPTER le pavé de Flaubert en un spectacle de 1h20 en restant fidèle au lieu et sans que le spectateur se sente lésé ? Sandrine Molaret et Gilles-Vincent Kappes ont relevé le défi et se sont parvenus avec une belle énergie. Ils ont pris ce classique à bras-le-corps. L'un par le langage dépouillé, resserré, revivifié. Comment ? Avec juste un banc en bois au centre de la petite scène et une toile point de nuages en guise de décor. Simple mais efficace. Un peu de musique à l'arrière-plan, une bonne dose d'humour en plus.

Face à nous, le tandem multiplie les rôles pour nous faire vivre les aventures de Frédéric Moreau et les bou

Trois fois Ulysse

SUR LE PAPIER, l'idée proposée par la metteuse en scène Laurence Godon a de quoi séduire. Raconter Ulysse différemment. Renverser le traditionnel point de vue héroïque. Rappeler que, dans son odyssée, le rusé Ulysse n'a pas fait qu'affronter les éléments et combattre les méchants. Le montrer à trois âges de sa vie, face à trois femmes différentes.

Claudine Gales a écrit le texte. De longs monologues épiques-modernes se succèdent, épiques de rares pointes saugrenues qui font rire : « Var-y, insulte, envoie les ribes », ou « hashtag-nouscommençonsl'odyssée, petit, non ! ».

Le premier monologue est celui de la méconne Hécube, reine de Troie vaincue qu'Ulysse a réchappé en esclavage et qu'il finira par épouser en Chiope. Puis vient la déesse Calypso, chez qui il resta sept années en amoureux câjole, « les sept dixèmes de ton odyssée, tu les as n'atténue en rien le drame qui se cache derrière la vie desatrouse de Frédéric Moreau. Ses amours ? Une catastrophe. Il attire les femmes comme un aimant, mais il n'a d'eux que pour l'inaaccessible Mme Arnoux. Côté professionnel, il laisse filer entre ses doigts une opportunité qui se présente.

En suivant le parcours du héros, Sandrine Molaret et Gilles-Vincent Kappes incarnent une kyrielle de personnages.

Le coin coin des Variétés

Poiret Serrault - Extraits extra

(Très fins défunts)

ÉCARTANT le rideau de scène, François Berléand et Nicolas Briancin, encore en peignoir, tout en scrutant la salle comble, s'exclament : « Eh bien, dites donc, y'a pas grand monde ! Le ton est donné de ce florilège hilarant de sketches naguère écrits et joués par Jean Poiret et Michel Serrault. Sans verser dans l'imitation, tant Briancin, au flegme faussement sérieux, que Berléand, tout en malice roublarde, renouent avec l'esprit et la verve burlesque du duo mythique. Certaines saynètes, comme « Une vie de Chopin », « Le Prix littéraire » ou « Il faut faire travailler son corps pour être optimiste », sont d'une indomptabilité. Plus surprenant encore : agencements de vidéos et de musique, dans des sketches liés à l'actualité des années 60, tel celui sur la circulation à Paris, résonnent de façon très actuelle.

● Au Théâtre Montparnasse, à Paris, jusqu'au 2/6.

à celle qui fait si souvent tinter le doux bruit du tiroir-cassette ? Poussez chez Vivendi par Vincent le tout doux, mais aussi par ses lieutenants, dont Nicolas Daut, éditeur, chez Fayard, le cardinal Sarah, le très réac et homophobe prêtre guinéen, Lise Boëll est devenue pour le milieu l'éditrice de la fasciphore. Elle s'est battue, sans succès, pour imposer à Albin Michel la publication du livre-plaidoyer du cardinal Barbarin, modérément concerné par les accusations d'agressions sexuelles sur mineurs dans sa région.

« Facha, je ne suis pas si détesté, en tout cas elle est bien réac et très attirée par les paillettes », s'amuse une éditrice. Jordan Bardot, le président du RN, a travaillé avec elle sur un projet de livre, mais ce beau tandem semble à l'arrêt depuis que leurs relations se sont détériorées. Management noël et dégradant ?

Pour le moment, Lise Boëll va rester à la tête de Mazarine, une filiale de Fayard. Ses auteurs seront édités sous le double label Fayard-Mazarine. Il faut juste trouver pour Fayard un PDG qui accepte cette tutelle qui ne dit pas son nom. Tutelle qui n'a pas remplacé la précédente patronne de Fayard, Isabelle Saporta, qui a pris la porte. Le journaliste Sébastien Le Fol a été approché pour le poste et n'aurait pas refusé. Et si Lise Boëll n'appréciait pas le nom de Mazarine et sa connotation par trop mitterrandienne ? « Creons-lui une maison à part, et on l'appellera « Brut de botte » - avait un jour explosé un pont de l'édition, exaspéré par ses prétentions. On a vu une piste de réflexion.

Anne-Sophie Mercier
● Une malencontreuse erreur technique, dans la « Prise de bec » de la semaine dernière, consacrée à « Kasp », le patronyme de l'historien de la presse, André Kasp. Toutes nos excuses à l'intéressé, et nos remerciements pour son fair-play.

Mathieu Perez
● Au Théâtre de Poche-Montparnasse, à Paris, jusqu'au 2/5.

De M. Arnoux, le bourgeois de province et coureur de jupons qui se retrouve écrasé sous le poids des dettes, à Rosanette, la courtisane parisienne, ils les mènent à vivre ailleurs.

Après Flaubert, quelle sera la prochaine aventure de nos diestistes ? Stendhal ? Balzac ? Proust ? Il y a...

Le Canard enchaîné - mercredi 24 avril 2024 - 7



Directeur : Erik EMPATAZ

Le Canard enchaîné

La liberté de la presse ne s'use que quand on ne s'en sert pas.

... bien tiré !

Rédacteur en chef : Jean-Michel THÉNARD



LES RENTRÉES se suivent et se ressemblent en Seine-Saint-Denis : le gouvernement continue de faire la sourde oreille aux demandes des enseignants, qui réclament un plan d'urgence pour l'éducation dans le 93, le mouvement de grève a repris de plus belle. Et, tandis que Gabriel Attal multiplie les annonces inapplicables pour lutter contre la « violence des mineurs », une responsable syndicale rappelle, dans l'« Humanité » (22/4), que Nicole Bédouet n'a pas l'instinct émis qu'une vague promesse, entre 3 et 50 postes supplémentaires, pour un département qui compte 800 écoles, 160 collèges, 60 lycées.

LES ÉMIRATS ARABES UNIS (initiales EAU, comme par hasard) ont eu toutes les peines du monde à se débarrasser de l'eau qui stagnait sur les boulevards de Dubaï après les pluies torrentielles du 16 avril, journée durant laquelle il est tombé l'équivalent de deux années de pluie. Il faut dire que les autorités ont davantage misé sur des gratte-ciels et des palaces bien équipés plutôt que sur d'énormes infrastructures d'assainissement. Ainsi, les excréments des quelque 35 000 personnes qui se trouvent en permanence dans le Burj Khalifa, la tour la plus haute du monde, finissent dans des fosses septiques, dont le contenu est régulièrement traité par des camions-termites vers une station d'épuration.

Avec ses influenceurs, Dubaï jouit pourtant d'un excellent système de tout-à-l'égout.

BIDEN AFFIRME QUE SON ONCLE A ÊTRE DEVORÉ PAR DES CANNIBALES EN PAPOUASIE



Et un chapitre de plus pour l'« observatoire du wauquisme », lancé par les écologistes de la région Auvergne-Rhône-Alpes : Comme l'a révélé « Le Monde » (21/4), Laurent Wauquiez a effectué un voyage non officiel au Japon, du 15 au 19 mars, accompagné de huit collaborateurs. Au menu : « source de prestige » avec 150 invités et un chef étoilé aux fourneaux, rencontres avec des investisseurs et des politiciens nippons, « visite privée du Ghibli Park », deux jours à danser des costumes de ski de Karu et Nishio, le tout sur fond de la région qu'il préside. Pourquoi se gêner, puisqu'il s'agit, selon l'équipe de Wauquiez, de « promouvoir les entreprises industrielles de la région » ?

A côté de ça, avec son voyage en Polynésie, Anne Hidalgo va passer pour une petite jeune !



TikTok tique

CEST la panique chez cerdangeurs. Il y a tous ceux qui parlent d'un manque de preuves, faisant mine d'oublier les mésaventures de deux journalistes américains du magazine « Forbes » enquêtant sur TikTok et traqués par ByteDance pour qu'ils lui révèlent leurs sources. Il y a aussi ceux qui défendent l'application au nom de la liberté d'expression. Parmi ceux-là, Elon Musk, qui se bat contre l'interdiction et multiplie les apparitions médiatiques sur le sujet. Bien sûr, Elon Musk veut signer avec la Chine pour la construction, à côté de Shanghai, d'une usine de batteries géantes qui va s'installer non loin d'une autre usine Tesla, une gigafactory automobile ayant sorti 947 000 véhicules en 2023. Aucun rapport, bien sûr.

L'Europe, de son côté, menace d'interdire TikTok Lite, cette application qui récompense, en bons d'achat Amazon, le temps passé devant l'écran. La Commission de Bruxelles a diligemment enquêté (AFP, 22/4) sur les risques de dépendance encourus par les mineurs. Il n'est jamais trop tard !

A.-S. M.

Darmanin passe aux aveux

L'OPÉRATION « PLACE nette XXL », visant à éradiquer le trafic de drogue, est un franc succès, à en croire les ministres de l'Intérieur et de la Justice. Darmanin et Dupond-Moretti l'ont affirmé, chiffres en main, à l'issue du Conseil des ministres du 17 avril. 3814 personnes ont été interpellées, dont 599 défilées. « 4 tonnes de drogue », 500 armes et 170 véhicules ont par ailleurs été saisis depuis la mi-mars. « Mais on ne va pas s'arrêter là », a prévenu le garde des Sceaux. Vraiment ?

Une autre réalité apparaît pourtant, à la lecture d'un arrêté préfectoral débattu par « Le Canard » : Il est daté du 20 avril et signé de la main du préfet de la région Gironde-Loupe, Sur ordre de Darmanin, il décrie la mise en place d'un couvre-feu pour les mineurs dans plusieurs secteurs de l'île. Pour justifier cette décision d'exception, il s'appuie sur

19 « considérants ». Au début de l'un d'eux, il avoue que « la mobilisation des forces de sécurité intérieure et les diverses interpellations réalisées, notamment à l'oc-

Le diable c'est moi !

PPLUS MARINE LE PEN se dédoublait, plus Melenchon joue le diable. A lui, le rôle du leader éruptif et disruptif, à contre-courant, brayant le politiquement correct au risque de l'infamie, être accusé d'antisémitisme. Le Pen abuse de son art oratoire pour vilipender tout ce qui n'était pas nazi, Melenchon use du sien pour insulter tout ce qui n'est pas lui : un député socialiste, « un lâche de cette variété humaine que l'on connaît tous, les délateurs », un préfet et ses forces de l'ordre hétéroclites en ligne directe, selon lui, de la police de Vichy, et le président de l'université de Lille, comparé à l'Eschmann de la solution finale pour ne pas lui avoir ouvert ses portes. Melenchon, nuance, subtilité, cherche l'intrus !

L'insomnie a raison d'être colère. L'interdiction de réunion publique à Lille en pleine campagne des européennes est injustifiable. Il faut lui savoir gré de défendre farouchement le principe de la liberté de réunion et de crier à la censure, mais de se soutenir à l'UMP, à comparer la France de Macron à l'Allemagne de Hitler... La colère est mauvaise conseillère. Passé sa fureur, Melenchon doit d'ailleurs se justifier laborieusement sur son rôle d'avoir atteint le point de vue de la victoire, d'être un délateur, d'être « une mémoire » des victimes du Vel d'Hiv, comme l'a regretté le collectif Golem, organisation de militants juifs de gauche.

La stratégie de la provocation fait dériver. Plutôt que de parler de l'Europe aux européennes, sujet important qui visiblement ne l'inspire pas, l'insomnie préfère agiter Gaza. A sa tête de liste officielle, la députée sortante Manon Aubry, il a substitué Rima Hassan, une Franco-Palestinienne, petite-fille de réfugiés, symbole du martyre du peuple palestinien. Elle est parfaite dans le rôle. N'est-elle pas, comme la présidente du groupe Mathilde Panot, abusivement convoquée par la police française pour « apologie du terrorisme », un grief que le ministère de l'Intérieur a du mal à justifier ?

Avec elle, Melenchon s'en va faire la tournée des quartiers à la recherche du vote communautaire pour 2027. Le septuagénaire Melenchon a la fièvre. Il pense que les problèmes de la violence sociale dans les quartiers renvoient à ceux des Gaziouss. Il rêve de guerre civile : lui et tous les opprimés de la mentalité coloniale contre l'extrême droite et les soutiens de Netanyahu, simple, non ?

Cette simplissime stratégie de la confusion crée de la perte en ligne. Melenchon a rompu depuis longtemps avec ses alliés de la Nupes, communistes en tête, mais aussi avec nombre de ses soutiens à LFI. Un certain François Ruffin, qui désormais se définit comme social-démocrate, a pris ses distances. Il considère que la stratégie de conflits permanents avec son bruit, ses fureurs et ses outrances est perdante. Il profite de la dérive sectaire de Melenchon pour se recentrer. Et sort un sondage qui le donne meilleur candidat à la présidence que le septuagénaire. La malicieuse opportunité de l'enquête d'opinion (lire p. 2) n'échappe à personne, mais elle a le mérite de poser le débat : la gauche doit-elle aujourd'hui envoyer Melenchon au diable ?

J.-M. Th.



Les ponts de mai sur les rails

Ceux qui aiment la paix sociale prennent le tram à la veille des nombreux et longs ponts du mois de mai, et surtout à cent jours de l'ouverture des Jeux olympiques, la direction de la SNCF vient de signer un accord particulièrement avantageux avec les quatre principaux syndicats manœuvres. Même SNCF-Rail a émis, lundi, le protocole. C'est dire s'il y a du grain à moudre ! « Aucun accord n'avait réuni un tel consensus ces dernières années », s'enthousiasme « Les Echos » (23/4), qui s'inquiètent par ailleurs de son coût : à terme, « les contribuables paieront plus d'impôts et de taxes », quand « les clients verront sans doute le prix des billets monter ».

Mais qu'est-ce qui a donc poussé la CGT, la CFDT, l'Union sa et donc SNCF-Rail à lever le préavis de grève qu'ils avaient déposé pour tout le mois de mai - laissant planer la menace d'un nouveau chaos, comme ceux qui avaient caractérisé les vacances de Noël 2022 et de février 2024 ? Désormais, dix-huit mois avant la fin de

leur carrière, les cheminots pourront travailler neuf mois payés à 100 %, puis ne pas travailler neuf mois, payés à 75 %. Une durée totale portée à trente mois pour les métiers pénibles et à trente-six mois pour les autres. « Vous pouvez mettre un lit et moi, un autre derrière au volant », comme eux veulent. Parce que nous n'allons pas être victimes d'un crime !

Mais plutôt tenter un brague électoral ?

O. B.-K.

Charters pour le Rwanda

JADIS, le Royaume-Uni réclamaient ses condamnés en Australie. Désormais, il s'apprête à expédier ses immigrés clandestins au Rwanda. Par avions spéciaux, et en déléguant à ce pays, sous la férule de l'autoritaire président Kagame, l'examen de leur demande d'asile. En violation flagrante de la Convention européenne des droits de l'homme, pensée par un certain Winston Churchill. Imaginée en avril 2022 par le cynique Premier ministre Boris Johnson, cette « solution créative » est littéralement inhumaine - qui emprunte paradoxalement à un modèle essayé en Australie - a été imposée au forcé par son successeur, Rishi Sunak, issu

de l'immigration indienne, qui y était pourtant hostile quand il était simple ministre... Il passe ainsi outre au rejet à l'unanimité de la Cour suprême britannique en novembre dernier, mais aussi à l'opposition de nombre de lords et d'évêques, d'effets dissuasifs à « stopper les bateaux » chargés de migrants versés de France. Sunak s'est malgré tout entêté à faire voter sa loi « Safety of Rwanda », décrétant d'autorité qu'il s'agit d'un pays sûr et permettant même aux ministres de contrecarrer les décisions de la Cour européenne des droits de l'homme. Pourquoi cet acharnement ? par pur calcul politique. Destiné de 20 points dans les son-

dages par les travaillistes, Sunak voit sa dernière planche de salut dans cette mesure symbolique, car elle pourrait ne concerner que 150 à 200 demandeurs d'asile dans un premier temps. Au lieu de prix, car elle va coûter au moins 580 millions d'euros versés au Rwanda. Et peut-être même inapplicables, puisque les fonctionnaires chargés d'accompagner les expulsés menacent déjà de grève.

Mais il s'agit de flatter à tout prix l'ala droite du Parti conservateur. Embarqué dans sa croisade contre les esprits de clandestins travaillant la Manche, le Premier ministre britannique dérive dangereusement dans les eaux populistes. SOS Sunak !

D. F.



LES TENSIONS entre Israël et l'Iran ont eu tendance à faire oublier le conflit à Gaza, qui lui-même occupe la guerre en Ukraine. Pourtant, les Russes continuent leur pilonnage incessant, ciblant notamment les infrastructures énergétiques (« Le Figaro », 20/4) : en un mois, ils ont causé à l'Ukraine un déficit de 25 % de production de la centrale nucléaire de Zaporizhzhia. Certes, le plan à 61 milliards de dollars adopté par la Chambre des représentants américain en 2023, pour reconstruire des centrales, ça ne se fait pas en un jour. Chaque chose en son temps.

•

AMADEUS, de son vrai nom Amadeo Sebastiani, est un animateur vedette en Italie, avec notamment « un quiz quotidien de une heure dans la tranchée du soldat », qui dépasse souvent les 6 millions de téléspectateurs et les 25 % de part d'audience (« L'Espresso », 17/4). Mais, à l'instar de plusieurs confrères, il ne supporte pas l'ingénierie gouvernementale au sein de la télévision publique : ciao la RAI, il rejoint une chaîne privée du groupe Warner Bros. Les journalistes de la télé publique italienne, inquiets pour leur autonomie, ont d'ailleurs lancé, le 17 avril, une grève (lire en p. 7). Avec Meloni, il n'y a pas que la RAI qui déraile...

•

FIN de parcours pour Systov, l'un des deux derniers fabricants français de panneaux photovoltaïques : l'entreprise a mis la clé sous la porte, fragilisée par la concurrence chinoise (« Le Point », 18/4). Le député européen (PS) Christophe Clergeau s'entend : « Il y a des attaques qui visent à détruire la filière du photovoltaïque en Europe face auxquelles les autorités françaises et européennes ont fait preuve d'une passivité impardonnable. » Bruno Le Maire avait pourtant annoncé, le 5 avril, le lancement d'un « plan de bataille pour le photovoltaïque en France ». Et précisé : « Soyons lucides : nous partons d'un loin ». Deux semaines plus tard, d'encre plus loin !

•

RESPONSABILISER LES PARENTS



•

NOS FORÊTS sont-elles menacées par les avions ?

Pour réduire son empreinte carbone, le secteur aérien veut utiliser davantage de bio-hydrogène, qui combine hydrogène et carbone issu de déchets dans cette optique, le plan France 2030 a mis sur Elysée Energy, une start-up bioindustrielle de la technologie de la biomasse, selon l'« Humanité » (23/4), pour fabriquer 25 000 tonnes de ce carburant (1 % de la consommation des aéroports français), il faut en « pomper chaque année 7,7 millions de tonnes de cubes d'eau dans le gîte de Pau » et utiliser « 500 000 tonnes de bois ».

En résumé : pour décarboner l'aviation, on va déboiser et entraver la lutte contre le réchauffement climatique. Comprenez qui pourra.